

Discours du budget

des Territoires du Nord-Ouest

2009-2010

présenté par

M. J. Michael Miltenberger

ministre des Finances

**Troisième session de la
Seizième Assemblée législative
des Territoires du Nord-Ouest**

Le 5 février 2009

DISCOURS DU BUDGET 2009-2010

DÉFIS ET POSSIBILITÉS

INTRODUCTION

M. le président, je présente aujourd'hui le budget 2009-2010 à cette Chambre et à la population des TNO. J'aimerais remercier mes collègues du Cabinet, les comités permanents, ainsi que tous les autres groupes et particuliers, pour leurs conseils et leurs commentaires.

Nous nous réunissons à un moment de désarroi économique mondial sans précédent et qui continue de se détériorer chaque jour. Notre tâche collective, aux TNO, est de travailler ensemble durant ces temps difficiles, de relever les nombreux défis et de saisir les possibilités au moment où elles se présentent.

Le budget de l'exercice précédent avait souligné les signes annonciateurs de la tempête à l'horizon économique et nous avait prévenus du besoin de donner au GTNO une saine base financière. La tempête a frappé et l'économie des TNO n'y a pas échappé. La crise économique mondiale a exigé que tous revoient leurs suppositions financières et économiques et réévaluent leurs plans. Le GTNO est dans la même situation.

Le ralentissement économique durera probablement au moins jusqu'en 2010 et possiblement plus longtemps. Personne ne peut prédire avec exactitude ce qui se produira après. En de telles circonstances, nous devons tout de même aller de l'avant, mais en procédant avec prudence et en nous préparant à être flexibles.

L'économie des TNO a presque doublé de taille au cours des neuf dernières années; sa croissance était soutenue par des prix de marchandises élevés. La demande à l'égard de nos ressources a stimulé l'activité dans les domaines minier, gazier et pétrolier et a encouragé l'intérêt envers des projets d'une valeur de plusieurs milliards de dollars comme celui du gazoduc de la vallée du Mackenzie. Désormais, le secteur des ressources naturelles représente près de la moitié de notre économie, directement ou indirectement. Plus de vingt pour cent des Ténois travaillent dans ce secteur ou pour des entreprises qui en dépendent.

Toutefois, la demande pour nos ressources naturelles et les prix qu'on en obtient ont chuté. Comparé à leurs niveaux les plus élevés de l'an dernier, le prix du pétrole a chuté de plus des deux tiers, le prix du gaz naturel a diminué de plus de la moitié et le prix des diamants taillés a baissé de 15 pour cent.

Deux éléments décisifs de la présente situation économique et financière présentent des risques pour notre perspective économique. Le resserrement des conditions de crédit et le prix décroissant des valeurs mobilières entraînent des difficultés pour les entreprises du secteur des ressources naturelles quant à se procurer des capitaux pour leur fonctionnement ou leur expansion. Les prix décroissants des marchandises ont rendu les investissements dans ce secteur moins intéressants. Nous n'avons rien observé, en ce moment, qui pourrait nous faire prévoir la fermeture des mines, mais nous pouvons nous attendre à voir moins d'activité aux TNO au cours des prochaines années. Des fermetures et des mises à pied temporaires ont été annoncées à certaines des mines existantes et le processus d'étude d'impact sur l'environnement de la mine de diamants Gahcho Kué a été interrompu.

Nous avons observé des signes de réduction significative des activités d'exploration sur le territoire. Cela signifiera moins d'emplois et de débouchés commerciaux pour les résidents des TNO et moins de revenus. Des entreprises ténoises qui offrent des services aux sociétés d'exploration ont déjà procédé à des mises à pied. En janvier, un atelier de taille de diamants a fermé, ce qui représente 40 emplois perdus à Yellowknife. Même si le taux de chômage de l'ensemble des TNO de décembre était toujours inférieur à la moyenne nationale, le nombre de personnes employées dans le territoire a diminué de près de 600 de 2007 à 2008.

Ce budget s'attaque à ces défis économiques sans compromettre notre aptitude à investir à long terme. Même en ces temps difficiles sur le plan économique, nous ne devons pas perdre de vue les autres défis et possibilités devant nous. Nos résidents sont préoccupés par la qualité de la vie dans nos collectivités. Ils sont préoccupés par l'éducation que leurs enfants et leurs petits-enfants reçoivent et des possibilités d'emploi que ces enfants auront dans les années à venir. Ils sont préoccupés par l'accès à des soins de santé convenables en cas de nécessité. Ils sont préoccupés par le coût de la vie. Et ils sont préoccupés par le changement climatique et la nécessité de protéger notre environnement et notre terre.

Ce budget fait des investissements qui profiteront aux TNO à long terme – des investissements dans notre économie, dans notre environnement et dans notre population.

STRATÉGIE BUDGÉTAIRE

M. le président, notre but à long terme de viabilité budgétaire demeure inchangé, mais notre plan financier doit soutenir notre économie et nos résidents en cette période d'incertitude économique. Un ralentissement économique grave ne représente pas, pour les gouvernements, le moment de réduire l'ensemble des dépenses, même si les recettes fiscales peuvent être à la baisse. Les dépenses d'un gouvernement peuvent produire le stimulant économique nécessaire pour

maintenir les emplois et soutenir l'activité économique jusqu'à ce que le secteur privé se rétablisse.

En fait, lors d'un ralentissement économique, la politique économique judicieuse impose de maintenir l'ensemble des dépenses, même si cela signifie que l'on doive subir des déficits à court terme. Nous voulons éviter les déficits à long terme cependant, et cela signifie donner la priorité aux stimulants économiques à court terme, en limitant la croissance des coûts de fonctionnement continu et en réduisant les dépenses lorsque la reprise économique débutera.

Il y a un an, malgré la forte économie des TNO, nos dépenses de fonctionnement augmentaient plus rapidement que nos recettes. Nous devions remédier à cette situation, pour éviter de menacer notre capacité d'investir visant à combler des besoins d'infrastructure essentiels.

Avec le budget que nous avons adopté en juin dernier, nous avons commencé à mettre en œuvre les décisions judicieuses. Nous avons commencé à harmoniser nos dépenses avec notre vision et avons donné à notre gouvernement une base financière plus solide. Nous avons pris la difficile décision de restaurer la viabilité budgétaire en réduisant les dépenses dans certains domaines et en limitant leur croissance générale. Cela nous a permis d'investir dans des priorités capitales, dont des engagements importants quant à des infrastructures nouvelles et rénovées partout aux TNO.

Nos buts généraux n'ont pas changé, mais nous avons revu nos plans financiers et les avons modifiés pour tenir compte tant des préoccupations dont les résidents nous ont fait part que des conditions économiques rapidement changeantes. Comme je l'avais annoncé en septembre, le GTNO a choisi de ne pas poursuivre notre objectif original d'éliminer 135 millions de dollars de dépenses en deux ans. Nous avons rajusté cet objectif à 78 millions de dollars en quatre ans. Nous croyons aussi qu'il est prudent d'attendre, étant donné la rapidité avec laquelle les circonstances économiques changent, avant de prendre de quelconques décisions sur l'introduction de mesures fiscales visant à nous procurer 30 millions de dollars de plus en 2010-2011. Nous prévoyons que cela aura pour résultat de voir le GTNO contracter une dette d'ici la fin de 2011-2012 pour financer une partie de nos investissements dans l'infrastructure. Toutefois, nous maintenons notre engagement à l'égard de la politique de gestion responsable des finances du GTNO – nous n'allons pas emprunter pour financer les déficits de fonctionnement et nous allons limiter le montant que nous emprunterons pour financer nos investissements dans l'infrastructure.

D'un point de vue budgétaire, le GTNO est en assez bonne posture pour faire face à l'incertitude économique actuelle. Tout d'abord, il n'a pas contracté de dettes et n'a pas besoin d'emprunter immédiatement. Il n'est donc pas touché par le resserrement actuel des marchés du crédit. Deuxièmement, s'il advenait que nous ayons à emprunter, nous pouvons nous prévaloir d'une solide cote de crédit Aa1, que Moody's Investor Services a confirmé de nouveau le mois dernier.

Troisièmement, nous avons eu l'assurance du gouvernement fédéral qu'aucun changement n'était planifié quant aux dispositions de notre formule de financement des territoires et les transferts pour la santé et les services sociaux. Comme cela constitue près de 75 pour cent de nos recettes totales avec d'autres transferts fédéraux, cette stabilité est importante.

Ce budget décrit nos plans pour l'exercice 2009-2010. En raison de la perspective incertaine à moyen terme, nous allons revoir nos plans pour 2010-2011 et au-delà, et les modifierons en conséquence, à mesure que de nouvelles données émergeront durant l'année à venir. Nous devons aussi être préparés à modifier nos plans pour 2009-2010, si les circonstances changent de manière spectaculaire.

POINTS SAILLANTS DU BUDGET

Ce budget propose des dépenses de fonctionnement d'un peu plus de 1,2 milliard de dollars pour 2009-2010, une hausse de 2 pour cent par rapport au budget de l'année dernière. Ce taux de croissance est significativement inférieur à la moyenne annuelle de plus de six pour cent pour la période de 1999-2000 à 2007-2008. Nous sommes arrivés à ce modeste taux de croissance en combinant des réductions de dépenses et de nouveaux investissements.

En octobre dernier, cette législature a approuvé le budget d'infrastructure du gouvernement pour 2009-2010. Ce plan d'investissement injectera plus de 700 millions de dollars dans l'économie des TNO au cours des cinq prochaines années. Il jouera un rôle clé dans la stabilisation de l'activité économique de notre territoire au cours du prochain exercice, en fournissant aux Ténois des débouchés commerciaux et des possibilités d'emploi. Lorsque les contributions financières du gouvernement du Canada seront prises en compte, c'est 246 millions de dollars que nous investirons dans l'exercice 2009-2010 à lui seul. Ce plan comprend 58 millions de dollars pour les routes et d'autres projets routiers, 74 millions de dollars pour des remplacements et des rénovations dans les écoles, 17 millions de dollars pour des améliorations à l'aéroport et aux pistes, 19 millions de dollars pour des rénovations dans les hôpitaux et les cliniques, ainsi que 4 millions de dollars pour des améliorations à l'infrastructure des parcs.

M. le président, les TNO relèvent de nombreux défis quant à notre façon d'exploiter, de générer et de consommer l'énergie. Nous avons un immense approvisionnement de ressources énergétiques et, pourtant, l'énergie coûte très cher dans nos collectivités, contribuant de manière importante au coût élevé de la vie et aux importants coûts de fonctionnement des entreprises. Nous sommes également témoins du grave impact de l'utilisation mondiale de l'énergie sur notre environnement.

Les députés de l'Assemblée législative, d'autres dirigeants ténois et les résidents des TNO ont exprimé de la frustration à l'égard du coût élevé de l'énergie, de

notre dépendance envers les combustibles fossiles et de notre exposition aux prix fluctuants du pétrole au niveau mondial. Plusieurs ont déclaré que nous devions changer notre approche fondamentale en matière d'approvisionnement et de consommation énergétiques aux Territoires du Nord-Ouest. Nous sommes d'accord et avons entamé un processus pour examiner la façon dont nous générions et distribuons l'électricité. Nous étudions aussi le rôle, la structure et les coûts du fonctionnement de la Société d'énergie des TNO.

Pour relever les défis auxquels nous faisons face, il faut conserver l'énergie et adopter des pratiques efficientes. Nous nous engageons à fournir aux collectivités et aux résidents des TNO les outils nécessaires pour gérer leur consommation d'énergie plus efficacement. À long terme, nous visons à réduire notre dépendance à l'égard du diesel importé. Il existe des solutions de rechange au diesel importé pour chaque collectivité des TNO, notamment l'énergie éolienne, l'hydroélectricité, l'énergie géothermique et la production de biocombustible.

Ce budget prend une mesure importante pour réaliser nos objectifs en matière d'énergie. Nous proposons un investissement de 60 millions de dollars au cours des quatre prochaines années pour apporter des changements réels à la façon dont nous produisons et consommons l'énergie aux Territoires du Nord-Ouest.

Le budget 2009-2010 comprend 15 millions de dollars pour les investissements énergétiques. Nous proposons aussi d'allouer 2,5 millions de dollars à des améliorations majeures des équipements pour installer des chaudières alimentées aux granulés de bois dans les édifices gouvernementaux et inclurons cela dans les renseignements supplémentaires aux crédits au cours de cette session. Ces investissements prouveront le fait que notre gouvernement est sérieux quant à la réduction de la dépendance des TNO à l'égard du carburant diesel. À long terme, ces investissements feront une différence cruciale en matière de coût de la vie et de viabilité dans nos petites collectivités et constitueront un témoignage durable des travaux de la 16^e Assemblée législative. J'en aurai plus long à dire sur ces investissements importants plus tard.

Pour ce qui est des recettes, notre budget prévoit des recettes de 1,3 milliard de dollars en 2009-2010, une hausse de 3,4 pour cent par rapport à l'année en cours.

Les dispositions de notre formule de financement des territoires produiront une base de recettes stable et prévisible. Toutefois, nous courons des risques pour ce qui est des recettes. En particulier, les recettes provenant de l'impôt sur les sociétés sont particulièrement volatiles et difficiles à prévoir. Une économie au ralenti se traduira probablement par plusieurs années de baisse de recettes provenant de l'impôt sur les sociétés, de l'impôt sur le revenu des particuliers, de l'impôt sur le salaire et de taxe sur le carburant. De plus, notre assiette de revenus court des risques importants si notre population continue à baisser. Cela

signifie que nous devons continuer à faire preuve de vigilance à l'égard de nos dépenses.

Nous prévoyons avoir besoin d'emprunter environ 81 millions de dollars d'ici la fin de l'exercice. Cette dette à court terme sera remboursée aux débuts du prochain exercice lorsque les nouvelles recettes seront perçues. Nous devons faire cet emprunt parce que notre excédent de fonctionnement de 58 millions de dollars ne suffira pas à financer les investissements prévus pour l'infrastructure en 2009-2010. Ce niveau de dette est plus élevé que ce à quoi nous nous attendions l'an dernier. Cependant, nous devons réagir aux circonstances économiques changeantes et avons choisi d'agir avec prudence, étant donné la situation actuelle. En comptant les titres de créance émis par la Société d'énergie des TNO et la Société d'habitation, nous respecterons notre limite d'emprunt de 500 millions de dollars, en conservant une marge d'emprunt restante de plus de 260 millions de dollars.

M. le président, le GTNO emploie plus de 5 000 personnes. Comme les dépenses augmentent dans certains secteurs et sont réduites dans d'autres, nos effectifs changeront en conséquence. Nous estimons que seuls 14 employés seront touchés par ces mesures. Ces employés ont été avisés de leur situation. Nous mettrons tout en œuvre pour garder ces employés. Sur les 140 postes éliminés à la suite du budget de l'année dernière, moins de 14 personnes ont été réellement mises à pied.

DÉPENSES

M. le président, ce budget continue à faire des investissements stratégiques dans les priorités de la 16^e Assemblée législative. Le budget 2009-2010 propose d'investir 44 millions de dollars dans de nouvelles initiatives afin de faire progresser notre vision d'une population, de familles et de collectivités fortes se partageant les bienfaits et les responsabilités découlant de l'union, de la viabilité écologique et de la prospérité des Territoires du Nord-Ouest.

Investissements dans notre économie

Les Territoires du Nord-Ouest ne sont pas les seuls à faire face, à l'heure actuelle, au ralentissement économique mondial et au désarroi des marchés financiers. Il est particulièrement important que nous travaillions avec les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux pour veiller à ce que des politiques budgétaires et financières appropriées et cohérentes soient mises en place.

On s'entend clairement sur le besoin d'investir dans des projets d'infrastructure qui fourniront un stimulant rapide et direct à l'économie. Le GTNO fait sa part. Notre budget d'immobilisations de 246 millions de dollars pour 2009-2010 emploiera des Ténois et soutiendra les entreprises ténoises, alors que les investissements du secteur privé ralentissent. Le gouvernement du Canada s'est

engagé à investir 50 millions de plus dans la construction de logements sociaux au cours des deux prochaines années. Bien que cela ne représente pas de nouveaux fonds, l'accélération du versement du financement de programme fédéral Chantiers Canada pourrait signifier qu'une somme de 75 millions de dollars soit investie dans les infrastructures des transports et des collectivités des TNO jusqu'à quatre ans plus tôt que prévu. Nous réexaminerons nos priorités à l'égard de ce programme avant de décider comment ce financement sera réalloué. Nous approfondirons aussi les possibilités de partager les coûts d'investissement en matière d'énergie durable avec le gouvernement du Canada grâce au fonds pour l'infrastructure verte.

M. le président, même si nous constatons un ralentissement de notre économie, les facteurs fondamentaux de l'économie canadienne et de l'économie ténoise sont solides à long terme. C'est pourquoi nous devons investir maintenant, pour soutenir cette future économie. Nous devons promouvoir les TNO comme un endroit attrayant pour nous y établir et y faire des affaires, faire des investissements pour réduire le coût de la vie, mettre en place des programmes qui diversifient l'économie et encourager nos résidents à perfectionner leurs compétences. Nous proposons d'allouer 15,7 millions de dollars en nouveaux investissements qui nous aideront à maximiser nos possibilités économiques. À la longue, ces investissements encourageront une économie équilibrée, diversifiée et viable aux Territoires du Nord-Ouest.

Laissez-moi en donner quelques exemples.

Ce budget alloue 400 000 dollars à la conception et à la mise en œuvre d'une campagne nationale de marketing pour faire la promotion de notre territoire auprès d'autres Canadiens. Cette campagne sera un complément à un investissement de 2,4 millions de dollars pour promouvoir et célébrer les TNO lors des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver 2010 à Vancouver. En partenariat avec le Yukon et le Nunavut, nous utiliserons ces fonds pour présenter la culture, le patrimoine et l'identité des TNO ainsi que pour offrir des possibilités à nos jeunes ambassadeurs. Cet investissement augmentera la visibilité des TNO dans un forum international, appuyant notre secteur touristique et nos artistes, tout en offrant une expérience unique et précieuse à nos jeunes.

Assurer la croissance économique des TNO exigera un effort concerté pour réduire le coût de la vie, autant pour améliorer le mieux-être des Ténois actuels que pour rendre notre territoire plus attrayant pour de nouveaux arrivants. Ce budget comprend plus de 3 millions de dollars en initiatives de financement ciblant directement cet objectif. La Société d'habitation des TNO recevra 2 millions de dollars de plus pour augmenter le nombre de maisons pouvant être réparées en vertu de son programme Contribution financière pour les réparations et l'amélioration. Ce budget comprend aussi 1 million de dollars pour que l'Arctic Energy Alliance mette sur pied des programmes de conservation de l'énergie.

Le budget propose aussi d'investir 3 millions de dollars par an pendant les trois prochaines années afin d'améliorer notre programme de subventions à la consommation d'électricité. L'un des objectifs clés est de réduire les coûts de l'énergie commerciale afin d'augmenter les perspectives de développement économique et de contribuer à des réductions supplémentaires du coût de la vie, dont le coût de la nourriture. Des propositions précises sur l'utilisation de ces fonds seront énoncées à la suite d'une consultation du GTNO sur l'électricité. Cette consultation recherchera l'opinion des résidents sur les tarifs de l'électricité, les règlements et les programmes de subventions et contribuera à assurer que le système d'approvisionnement en électricité des TNO reflète les valeurs des Ténois et fournit l'énergie la plus fiable au prix le plus abordable.

Une autre bonne nouvelle pour les résidents des TNO est le fait que les bas prix du pétrole ont généralement entraîné une réduction des prix du combustible de chauffage et de l'essence dans la plupart des collectivités. Certaines collectivités, toutefois, dont le combustible avait été acheté l'été dernier à des prix forts qui atteignaient des records, pourraient ne pas bénéficier des bas prix avant de se réapprovisionner cet été. Le 26 janvier, nous avons réduit le prix de l'essence et du combustible de chauffage de 16 cents le litre, dans toutes les collectivités desservies par la Division des produits pétroliers, sans tenir compte de leur emplacement ou de la date du réapprovisionnement. Nous estimons que cette mesure coûtera 263 000 dollars en 2008-2009.

M. le président, la volatilité actuelle du prix des ressources naturelles renforce un fait que les Ténois ne connaissent que trop bien – nous devons diversifier notre économie. Nous devons encourager nos secteurs artistique, touristique et des ressources renouvelables. Ce budget alloue un montant supplémentaire de 700 000 dollars en subventions et en financement de contribution aux particuliers, aux projets et aux organismes, afin de renforcer notre soutien aux arts et à la culture des TNO. Au cours des deux dernières années, nous avons augmenté notre investissement dans les arts de 1,2 million de dollars. Notre industrie du tourisme bénéficiera de la visibilité découlant de notre participation aux Olympiques. Cette industrie profitera aussi des avantages de notre nouvel investissement de 300 000 dollars pour faire la promotion et la mise en marché de notre industrie de la chasse sportive, dont les pourvoyeurs spécialistes du caribou de la toundra et de l'ours polaire. Ce nouvel investissement complétera l'investissement continu d'environ 1,6 million de dollars à l'appui du Fonds permanent sur la diversification et la commercialisation des produits du tourisme.

Un secteur dynamique de petites entreprises est essentiel à une économie ténoise viable. En plus des investissements du budget de l'année dernière, nous investirons 750 000 dollars de plus dans le Programme d'appui aux entrepreneurs et au développement économique (PAEDE) nouvellement mis sur pied, ce qui élève notre soutien aux entreprises et au développement communautaire dans le cadre de ce programme à 3,2 millions de dollars annuellement. Nous avons aussi l'intention d'aider les entreprises à répondre à leur demande de main-d'œuvre, de même que de poursuivre notre but d'attirer

de nouveaux résidents au territoire en augmentant le soutien à l'immigration. Ce budget alloue 535 000 dollars pour la première année d'un projet pilote de nomination d'immigrants parrainés d'une durée de trois ans. Ce programme, qui pourrait attirer entre 50 et 100 nouveaux immigrants durant la première année, aidera les entreprises qui ont besoin de pourvoir des postes ne pouvant être occupés par des résidents ou attirera des particuliers dotés de compétences spéciales qui apporteront une contribution économique importante à notre territoire. Nous continuerons également de fournir aux Ténois de l'aide en matière d'éducation et de formation leur permettant d'entrer et de rester sur le marché du travail.

À l'échelle du pays, l'un des problèmes les plus urgents, pour les entreprises et l'industrie, est l'accès au crédit. Les gouvernements de tout le pays se font demander leur aide. En ces temps de bouleversements économiques extraordinaires, le programme de prêts de la Société d'investissement et d'aide aux entreprises et le Fonds de développement des perspectives économiques des TNO offrent des outils pour travailler avec les entreprises et l'industrie, pour faire des investissements qui stimuleront l'économie, généreront des recettes et créeront plus d'avantages à valeur ajoutée pour les Territoires du Nord-Ouest.

Même si notre économie ralentit, nous devrons tirer parti de cette période pour encourager nos résidents à se préparer aux possibilités qui se présenteront lors de l'éventuelle reprise économique. Ce budget investit 1,6 million de dollars en 2009-2010 pour améliorer les compétences de vie et de travail des résidents des TNO, dont 750 000 dollars pour aider les jeunes en âge de travailler et les adultes à acquérir les compétences de base en alphabétisation dont ils ont besoin pour se prévaloir des possibilités d'éducation et d'emploi. Il comprend aussi 495 000 dollars de plus pour aider les Ténois à se préparer et à réussir une formation d'apprentis, ainsi qu'une autre augmentation de 100 000 dollars pour aider les femmes et les Autochtones à suivre une formation de métier. Ce budget fournit aussi au Collège Aurora des ressources supplémentaires à l'appui des programmes des emplois de métier et techniques et pour les conducteurs de machinerie lourde.

Nous n'avons pas perdu de vue les projets de grande envergure en exploitation des ressources naturelles qui doteront notre économie d'avantages durables. Ce budget alloue plus de 2,1 millions de dollars pour poursuivre les travaux nécessaires afin que nous soyons prêts pour le projet de gazoduc de la vallée du Mackenzie (GVM). S'il est approuvé et construit, le GVM sera le plus important de tous les projets jamais entrepris aux Territoires du Nord-Ouest et nous voulons être sûrs que les avantages qu'en retireront les résidents seront maximisés et que les impacts négatifs seront minimisés. Notre investissement continuera de soutenir la formation et le perfectionnement des résidents et des entreprises, pour veiller à ce que tous soient préparés aux possibilités qu'entraînera le projet de gazoduc.

Investissements dans notre environnement

L'utilisation de nos terres et de nos ressources hydriques d'une façon durable qui les protège pour les générations à venir est l'une des principales priorités de ce gouvernement. Le GTNO dépense plus de 60 millions de dollars, ou 5 pour cent de son budget annuel, pour protéger nos terres et nos ressources hydriques. En comptant les investissements dans l'exploitation et l'approvisionnement énergétiques, un total de 14,9 millions de dollars sera octroyé à de nouvelles initiatives en 2009-2010 afin de poursuivre des travaux déjà en cours. Près de 2 millions de dollars seront dépensés pour faire progresser les travaux sur les négociations relatives aux terres, aux ressources naturelles et aux gouvernements autonomes. Ces fonds continuent les préparatifs assurant que, lorsque le transfert des responsabilités en matière de gestion des ressources sera effectué, nous serons prêts à gérer nos ressources de manière durable et responsable. Près de 2 millions de dollars seront consacrés à la gérance environnementale, dont la rédaction d'une nouvelle *Loi sur la faune*, la mise en œuvre du projet de nouvelle *Loi sur les espèces en péril*, ainsi que l'achèvement et la mise en œuvre de la *Stratégie sur l'eau des TNO* projetée et du *cadre de travail sur l'utilisation du territoire*.

M. le président, j'ai déjà parlé des investissements sur la conservation de l'énergie, dans le contexte de la réduction des coûts de combustible et, par conséquent, du coût de la vie. Mais toute initiative qui réduit notre consommation de combustibles fossiles soutient nos efforts de réduction des gaz à effet de serre. En plus de ces mesures de conservation de l'énergie, ce budget propose d'investir 9,8 millions de dollars au développement de sources d'énergie de remplacement afin de réduire notre dépendance à l'égard du carburant diesel. Nous proposons de dépenser 1,5 million de dollars de plus dans ce prochain exercice pour mettre en œuvre notre stratégie sur l'hydroélectricité et de continuer à financer les projets environnementaux et économiques et les projets d'ingénierie qui sont en cours. Des fonds supplémentaires de 3,6 millions de dollars seront consacrés à des projets d'hydroélectricité spécifiques, dont 800 000 dollars pour planifier de tels projets à Lutselk'e et à Whatì ainsi qu'une ligne de transport d'énergie de Hay River à Kakisa et à Fort Providence, et 2,5 millions pour mener le projet d'agrandissement proposé pour l'installation hydroélectrique de la rivière Talton à un stade où l'on peut prendre une décision quant à sa faisabilité économique.

Ce budget propose d'augmenter de 2,5 millions de dollars le financement destiné à la conservation de l'énergie et aux pratiques efficientes à ce sujet dans les édifices gouvernementaux et dans les logements sociaux. Ce financement comprend 1,5 million de dollars pour installer ou agrandir des systèmes exploitant la chaleur résiduelle à Ulukhaktok, à Fort Liard, à Fort McPherson, à Fort Simpson et à Inuvik. En captant la chaleur résiduelle avec des échangeurs de chaleur et d'autres technologies éprouvées, ces collectivités réduiront leur consommation de combustible à chauffage et les émissions de gaz à effet de serre.

Des fonds supplémentaires de 3,3 millions de dollars seront versés pour exploiter des sources d'énergie de remplacement et étudier le potentiel de technologies émergentes comme le chauffage au biocombustible et à l'énergie géothermique. Nous nous attendons à ce que le million de dollars prévu au budget pour installer des chaudières alimentées aux granulés de bois dans certains édifices gouvernementaux s'amortisse en une période d'environ quatre ans, par la réduction des coûts de combustibles ce qui devrait, en retour, contribuer à financer d'autres rénovations. Ces projets serviront aussi de vitrine de promotion des granulés de bois comme solution de rechange économique par rapport au diesel. Des fonds supplémentaires de 1,8 million de dollars serviront à installer des éoliennes à Tuktoyaktuk. Enfin, des fonds additionnels seront fournis pour financer des études techniques et de planification d'activités, afin de déterminer la viabilité économique de l'exploitation des ressources géothermiques profondes.

Nous poursuivrons nos efforts pour nous préparer à la gestion de la réglementation relative au projet de gazoduc de la vallée du Mackenzie et pour aider les résidents des TNO à tirer parti des possibilités d'emploi associées à ce projet. Ce budget prévoit 250 000 dollars pour la prestation d'un programme de formation des contrôleurs environnementaux destiné aux résidents des quatre régions des TNO qui seront touchées par le projet de gazoduc.

Dans le cadre du plan d'amélioration et d'expansion continue du GTNO pour notre programme de réduction des déchets et de recyclage, nous instaurerons d'ici l'automne 2009 une taxe de 25 cents sur les sacs à usage unique utilisés dans la vente au détail, afin de promouvoir l'utilisation de sacs recyclables. Cette année, nous ajouterons aussi les contenants de lait au Programme de recyclage des contenants de boisson et ferons avancer la création d'utilisations commerciales pour les vieux papiers et les articles en carton aux TNO. Cela réduira la quantité de déchets dans l'environnement et les terrains d'enfouissement et produira les fonds nécessaires pour augmenter l'envergure du programme de réduction des déchets et de recyclage pour y ajouter les déchets électroniques, les batteries d'accumulateurs au plomb, les barils de carburant et les pneus dans les années à venir.

Investissements dans notre population

Nous faisons des dépenses maintenant pour perfectionner les compétences, les talents et les aptitudes de nos résidents, pour que notre avenir soit peuplé d'individus en meilleure santé et plus autonomes. En 2009-2010 seulement, nous dépenserons près de 740 millions de dollars, ou plus de 60 pour de notre budget de fonctionnement, sur des programmes comme l'éducation, les soins de santé, le logement et des services de police qui servent directement nos résidents. Les programmes que nous offrons aux résidents des TNO, qu'il s'agisse des soins de santé, de programmes pour les personnes âgées, les étudiants ou les personnes ayant besoin d'aide sociale, se comparent favorablement à ceux des provinces.

Ce budget comprend près de 6 millions de dollars pour financer de nouvelles initiatives destinées à l'enfance et à la jeunesse, à la promotion de choix axés sur la santé, au traitement des toxicomanies, au soutien aux familles et aux personnes âgées, et pour augmenter la sûreté et la sécurité des particuliers et des collectivités. Cela comprend 1,2 million de dollars pour des programmes élargis destinés aux jeunes et aux enfants; des programmes qui amélioreront les possibilités éducatives de la petite enfance dans les collectivités, donneront accès à une plus grande gamme de cours aux élèves des petites écoles et continueront les projets pilotes d'activités dispensées par les Brigades jeunesse des TNO.

M. le président, le budget 2009-2010 alloue 313 millions de dollars au ministère de la Santé et des Services sociaux. Une importante partie de ce budget finance des services pour les problèmes évitables. Nous savons que des investissements dans la prévention réduiront nos coûts à l'avenir. Ce budget octroie un investissement supplémentaire de 1,5 million de dollars pour des programmes de promotion de la santé et de prévention de maladies qui encouragent des choix de vie axés sur la santé, contribuent à prévenir les toxicomanies et offrent du soutien après les programmes de traitement.

Le budget prévoit un financement supplémentaire de 2 millions de dollars pour améliorer les soins aux personnes âgées, dont 1,5 million de dollars pour les coûts de fonctionnement associés à l'établissement territorial pour les personnes atteintes de démence à Yellowknife et des fonds additionnels pour le fonctionnement du campus doté d'un programme territorial de vie autonome à Hay River. Il s'agit d'exemples précis où le gouvernement applique ses convictions, à savoir que le financement devrait cibler les services des personnes les plus vulnérables ou nécessiteuses ou, encore, les gens moins autonomes.

L'an dernier, le gouvernement fédéral a lancé des régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI) pour aider les personnes handicapées et leurs familles à épargner pour qu'ils jouissent de plus de sécurité financière. Nous avons étudié ces régimes et allons prendre des mesures pour que les comptes de REEI et les prestations qui en sont retirées soient entièrement exclus lorsqu'on détermine l'admissibilité aux programmes de sécurité du revenu administrés par le ministère de l'Éducation, de la Culture et de la Formation.

M. le président, nous nous engageons à verser un financement stable aux gouvernements communautaires pour garantir que ceux-ci aient les ressources dont ils ont besoin pour offrir les services municipaux essentiels à nos résidents. Ce budget comprend plus de 61 millions de dollars pour les gouvernements communautaires des TNO, une hausse de 9 pour cent par rapport aux fonds de 2008-2009.

La création d'une fonction publique efficace et durable est un élément important de la prestation des services d'éducation, des soins de santé, des services

communautaires et d'autres services. Nous nous engageons à constituer une fonction publique durable. Cela signifie qu'il faut offrir une rémunération concurrentielle, selon nos moyens financiers, pour attirer des employés et s'assurer qu'ils veulent rester. À cette fin, nous avons conclu des accords au cours de l'année dernière avec l'Association des enseignants et enseignantes des TNO et avec l'Association médicale des TNO. Nous proposons aussi de consacrer 2,3 millions de dollars, en 2009-2010, à l'élaboration et à la mise en œuvre de programmes qui nous aideront à attirer et à garder des gens dans la fonction publique du GTNO et des gouvernements communautaires. Nous avons aussi l'intention de fournir 1,5 million de dollars à l'élaboration de programmes pour augmenter le parc de logements disponibles pour les employés des collectivités des TNO où cela pose un obstacle au recrutement. En retour, cela améliorera notre capacité à offrir des programmes dans ces collectivités.

Ce budget propose aussi 390 000 dollars pour augmenter le soutien aux organismes non gouvernementaux qui offrent des services aux résidents ténois au nom du GTNO. Les détails sur l'allocation de ce financement seront fournis d'ici l'automne 2009, après un examen et une révision de notre politique sur le financement.

RECETTES

Je passe maintenant à l'élément des recettes du budget. Comme nous ne contrôlons qu'environ 25 pour cent du montant de 1,3 milliard de dollars que nous percevons en recettes, le GTNO a une flexibilité limitée en la matière.

Le budget de l'année dernière annonçait que, après une consultation publique, le GTNO allait mettre en œuvre des augmentations de recettes s'élevant à 10 millions de dollars à compter de 2009-2010. En septembre, nous avons indiqué que nous rechercherions des moyens d'augmenter nos recettes de 30 millions de dollars à compter de 2010-2011. Nous avons demandé aux résidents des TNO quelle était la meilleure façon de réaliser ces objectifs.

Même s'il y avait de l'appui pour la création de nouveaux impôts et taxes ou pour l'augmentation de ce qui est déjà en place, la réaction presque unanime du public a été de nous dire qu'il fallait d'abord nous assurer que nous obtenions la meilleure valeur pour les dollars que nous dépensons déjà avant de prendre de mesures fiscales qui augmentent le coût de la vie ou de faire des affaires. On appuyait l'idée de générer de nouvelles recettes par la croissance économique et démographique, ainsi que par les investissements nécessaires pour encourager cette croissance.

En décembre, j'ai annoncé que nous reporterions notre décision de générer 30 millions de dollars en 2010-2011. En raison de l'actuel climat économique, nous avons également révisé notre objectif en matière de recettes pour 2009-2010. Même si nous estimons qu'il n'est pas approprié de générer le

montant total en ce moment, nous sommes prêts à mettre en œuvre des mesures qui produiront de nouvelles recettes s'élevant à 7,3 millions de dollars.

Lors de la consultation sur la génération des recettes, il y avait un appui considérable pour des augmentations de taxes et d'impôts qui encourageraient les résidents des TNO à adopter des styles de vie plus sains. De plus, dans le cas des taux d'imposition qui n'ont pas été ajustés ces dernières années pour suivre l'inflation, nous estimons qu'on peut procéder à des augmentations.

Par conséquent, j'annonce que :

À compter du 1^{er} avril, la taxe sur le tabac aux TNO augmentera d'environ 11,20 dollars la cartouche, pour refléter les prix actuels. Le dernier changement apporté à notre taxe sur le tabac remonte à 2003.

Également à compter du 1^{er} avril, la majoration du prix des spiritueux, de la bière et du vin augmentera de 10 pour cent en moyenne. Le dernier changement apporté à nos majorations du prix des alcools remonte à 2003.

L'impôt foncier de 2009 sur les propriétés servant à l'extraction ou au traitement des minerais ou des hydrocarbures ou, encore, servant principalement pour un pipeline, seront ajustées pour augmenter de 15 pour cent les recettes émanant de ces sources. Le taux par mille de l'impôt scolaire pour toutes les propriétés se trouvant dans la zone d'imposition générale sera modifié de façon à augmenter les recettes de 15 pour cent. Ces taux n'ont pas changé depuis 2003 et 2000, respectivement.

Enfin, de nombreux frais exigés par le gouvernement n'ont pas changé depuis bien des années. Certains n'ont pas été modifiés depuis les années 1990. Nous avons entamé un examen de tous nos frais et apporterons des modifications à nos politiques financières pour veiller à ce qu'ils suivent l'inflation. À titre de première mesure, le ministère des Transports augmentera plusieurs frais à compter du 1^{er} avril, pour générer 300 000 dollars de plus dans des domaines comme l'immatriculation des véhicules.

Désormais, plus que jamais, nous devons trouver d'autres moyens pour générer les recettes dont nous avons besoin pour offrir des programmes et des services aux résidents des TNO. Ce budget comprend des initiatives conçues pour faire croître notre économie et notre population et, par conséquent, augmenter notre base de recettes. Nous concrétiserons ces initiatives en soutenant le programme de nomination d'immigrants parrainés, par des investissements dans une campagne nationale de marketing sur les TNO en tant qu'endroit attrayant pour s'y établir et par des ententes conclues avec les mines de diamants des TNO pour qu'elles attirent un plus grand nombre de leurs travailleurs non résidents au territoire. Ces initiatives constituent des étapes initiales importantes, mais nous devons trouver d'autres moyens d'en faire plus pour attirer les gens aux TNO et pour encourager ceux qui y habitent déjà à y demeurer. L'an dernier, parmi les

provinces et les territoires du Canada, nous avons été les seuls à subir une perte de population. Nous avons besoin de faire des investissements qui réduiront le coût élevé de la vie aux TNO en diminuant les coûts relatifs en combustible, en électricité, en transport et en logement. Nous devons aussi faire des investissements qui feront croître notre économie.

Les travaux effectués sur les recettes au cours des derniers mois indiquent que nous devons examiner de plus près nos méthodes de génération de recettes aux TNO, pour voir si des changements à notre système d'imposition pourraient mieux contribuer à la réalisation de nos objectifs économiques, sociaux et environnementaux, et ce, sans augmenter le total des taxes et impôts que nous percevons. Nous avons l'intention de continuer ce travail en 2009. De plus, je me suis engagé à convoquer de nouveau un autre forum semblable à celui qui avait été formé pour notre consultation sur les recettes, afin d'obtenir des conseils et des commentaires à ce sujet et sur d'autres questions budgétaires.

REGARD SUR L'AVENIR

M. le président, ce budget mise sur les fondations jetées dans le budget de l'année dernière et contribue de près aux travaux en cours visant à réaliser les buts et les priorités de la 16^e Assemblée législative. Notre plan financier à long terme est sain. Il nous donnera la flexibilité de faire dans l'immédiat les investissements qui produiront à long terme les bienfaits d'un environnement protégé, d'une économie plus vigoureuse et plus diversifiée et une population en bonne santé et autonome.

Nous avons injecté plus d'argent dans l'économie cette année, particulièrement dans les dépenses sur l'infrastructure, afin de créer des emplois et de stimuler l'économie. Cependant, nous allons aussi adopter une perspective à plus long terme et investir dans des programmes comme la promotion et la prévention en matière de santé.

Nous savons que, en général, la population ténoise est satisfaite des services de santé et des services sociaux qui lui sont offerts. Mais nous savons aussi que la demande pour ces services est grandissante et que les coûts de leur prestation augmentent – de 7 pour cent par an au cours des neuf dernières années. Cela n'est pas viable. Nous voulons un système de soins de santé et de services sociaux abordables, tout en nous assurant de fournir les services requis de façon adéquate. À cette fin, le ministère de la Santé et des Services sociaux présentera, dans les mois à venir, un plan de réforme des méthodes de prestation des services de santé et des services sociaux aux Territoires du Nord-Ouest. Je tiens à souligner qu'il ne s'agira pas d'un plan de réductions totales des dépenses pour ces programmes. Nous rechercherons des moyens de réduire ou éliminer les pratiques non efficientes, mais nous déterminerons aussi les champs pour lesquels des investissements auraient un rendement positif.

Le renforcement des programmes de prévention sera une priorité majeure de ces travaux. Injecter plus d'argent dans notre système de soins de santé n'est qu'une partie de la solution. Nous pouvons tous contribuer à réduire les coûts des soins de santé en assumant une plus grande part de responsabilité pour notre propre santé. Nous devons encourager les Ténois à cesser de fumer, à consommer moins d'alcool, à adopter une alimentation saine et à faire plus d'exercice. Le gouvernement a un rôle à jouer, les Ténois aussi.

En décembre dernier, j'ai décrit les prochaines étapes de la réforme des centres. Nous avons proposé la création de centres régionaux de services communautaires qui administreront la prestation des soins de santé, des services sociaux, des services liés à l'éducation et les programmes de logement avec les suggestions, la direction et la participation continues des résidents des TNO sur la prestation des programmes et des services dans leurs régions. Nous effectuons à l'heure actuelle des consultations sur l'approche générale et examinerons une variété de questions comme la composition des centres, leurs pouvoirs et leur organisation. Cette réforme représentera un changement majeur dans la façon dont nous offrons les services et nous attendons avec impatience la tenue de consultations publiques pour obtenir des rétroactions sur cette approche. Nous voulons nous assurer que les changements améliorent la prestation des services au moyen d'une coordination accrue et d'une gestion des cas plus efficace. Nous nous attendons à ce que les changements simplifient la gouvernance, nous permettent de cibler les ressources sur certains programmes et services et de maintenir un rôle important, pour les régions et les collectivités, dans l'établissement des priorités. D'ici le mois d'avril de cette année, nous nous attendons à être en mesure de décider si nous procéderons avec une planification de mise en œuvre détaillée.

Même si notre plan financier demeure flexible pour nous permettre de nous adapter aux circonstances économiques changeantes, nous allons maintenir notre objectif budgétaire d'harmoniser les dépenses générales avec la croissance des recettes. Cela s'avérera essentiel pour nous éviter de subir des déficits à long terme. Le Bureau de la révision des programmes a été établi l'année dernière. Plusieurs projets sont en cours et on prévoit qu'ils seront réalisés durant la première moitié de 2009. Ils portent sur des domaines comme le financement des écoles, la formation des adultes et les facteurs générateurs des coûts en services de santé.

Nous avons apporté des changements importants à l'approche du GTNO en matière de planification, d'acquisition et de livraison de l'infrastructure nécessaire à la prestation des programmes et services du GTNO. Par exemple, nous avons commencé à répondre aux besoins d'entretien pour prolonger la durée d'utilisation de nos édifices gouvernementaux existants et avons changé la date du budget des immobilisations – le Plan d'acquisition des infrastructures de 2009-2010 a été approuvé à l'automne dernier. Par conséquent, les travaux de mise en œuvre de projets ayant été approuvés à l'automne dernier sont déjà en cours et plusieurs contrats ont été conclus pour régler les problèmes d'entretien

reportés désormais à l'état critique. La mise en œuvre d'autres changements pour améliorer notre plan de livraison d'infrastructure se poursuit.

À compter du 1^{er} avril, nous regrouperons l'actuel ministère des Finances et le Secrétariat du Conseil de gestion financière pour former un nouveau ministère des Finances afin de mieux gérer notre planification des recettes fiscales. En combinant les ressources, le nouveau ministère sera mieux en mesure de fournir un leadership financier au GTNO et de promouvoir les principes d'une saine gestion financière.

M. le président, le transfert des responsabilités demeure une priorité du présent gouvernement. Il est inacceptable que les terres, les eaux et les ressources des TNO continuent à être gérées par Ottawa. Nous allons poursuivre nos négociations avec le gouvernement fédéral et les gouvernements autochtones participants, afin de matérialiser le transfert des responsabilités de la gestion de nos ressources naturelles aux TNO.

Le GTNO a fait une proposition au gouvernement du Canada qui prévoit le transfert du pouvoir législatif sur les terres et les ressources naturelles au GTNO. La proposition établirait aussi un partenariat permanent avec le gouvernement du Canada sur les infrastructures stratégiques et les projets de développement majeurs aux TNO. Les recettes de l'exploitation des ressources associées au transfert des responsabilités contribueront à bâtir notre capacité d'investir dans le secteur de l'exploitation des ressources aux TNO et dans les infrastructures associées à ce secteur.

Le premier ministre a indiqué son empressement d'étudier de nouvelles options qui feraient progresser le dossier du transfert des responsabilités. Maintenant que le plan de stimulants économiques du gouvernement fédéral a été annoncé, les discussions sur la proposition du GTNO devraient reprendre leur cours.

Nous étudions aussi le concept d'un Fonds du patrimoine, pour l'épargne de recettes générées par nos ressources non renouvelables. Un Fonds du patrimoine pourrait jouer un rôle important dans la préservation des avantages de l'exploitation des ressources aux TNO, pour que ces recettes puissent être réinvesties dans des initiatives de développement économique durable. Nous devons nous soucier de faire bénéficier la présente génération et celles à venir des recettes tirées de l'exploitation de nos ressources. De concert avec les députés, nous ferons progresser cet enjeu en 2009.

CONCLUSION

M. le président, j'ai évoqué aujourd'hui les défis auxquels nous faisons face en tant que territoire. Mais j'ai aussi parlé des possibilités futures – les moyens dont nous disposons pour faire croître notre économie, pour augmenter notre population, diminuer notre coût de la vie et réduire notre dépendance à l'égard des combustibles fossiles.

Nous vivons des temps difficiles sur le plan économique et qui pourraient s'aggraver encore. Nous devons suivre les événements et nos hypothèses de planification avec vigilance et être prêts à adapter nos plans financiers en conséquence.

Même si ce budget comprend des mesures de réduction des dépenses, les dépenses de fonctionnement général augmenteront, bien qu'à un taux plus lent que par le passé. Tout en mettant en œuvre de modestes mesures génératrices de recettes, nous allons aussi nous assurer que nous obtenons à l'heure actuelle la meilleure valeur pour les dollars que nous dépensons déjà et ceux que nous percevons par les taxes et les impôts. Nous devons nous concentrer sur les services de base fournis par le gouvernement et nous préparer à fonctionner avec moins d'extras. Les réductions de dépenses effectuées par le budget de l'an dernier nous ont donné de la flexibilité financière pour agir en fonction des circonstances économiques actuelles, mais notre assiette fiscale relativement petite et notre capacité d'emprunt limitent notre marge de manœuvre, comparativement à d'autres provinces et territoires. Nous devons tous être prêts à faire des sacrifices. Nous veillerons à ce que les avantages des dollars que nous dépensons et les contributions que nous effectuons pour maintenir une saine position financière soient alloués équitablement. Nous partagerons le fardeau, mais sans abandonner personne.

M. le président, ce budget nous maintient sur la voie de la viabilité budgétaire sur laquelle nous nous étions engagés au début de cette 16^e Assemblée législative. Il nous permet de continuer à investir dans l'économie, la population et l'environnement des TNO, dans l'intérêt des Ténois. Notre tâche collective, aux TNO, est de travailler ensemble durant ces temps difficiles, de relever les nombreux défis et de saisir les possibilités au moment où ils se présentent. J'ai la conviction que ce budget nous donne la flexibilité de nous adapter aux défis à court terme tout en continuant sur la voie à long terme que nous nous sommes tracée.

M. le président, je vous remercie.